

LE CLASSEMENT EUROTRIBUNE 2009

Rang 2009	Rang 2008*	Pays	Sens du leadership	Esprit d'équipe	Climat	Régulation financière	Respect du marché intérieur	Traité de Lisbonne	Engagement européen
1	8	Reinfeldt	Suède	4	2	2	1	1	2
2	2	Juncker	Luxembourg	3	1	11	1	5	3
3	4	Merkel	Allemagne	1	3	4	4	8	2
4	6	Rasmussen	Danemark	7	5	1	3	2	4
5	5	Vanhanen	Finlande	10	4	3	5	3	5
6	12	Grybauskaitė	Lituanie	5	6	18	14	7	9
7	10	Socrates	Portugal	11	8	6	9	18	6
8	7	Zapatero	Espagne	9	9	13	22	16	11
9	1	Sarkozy	France	2	21	8	7	25	7
10	11	Tusk	Pologne	6	12	26	6	19	19
11	9	Balkenende	Pays-Bas	13	12	5	8	4	16
12	25	Fischer	Rép. tchèque	15	7	22	19	21	11
13	19	Faymann	Autriche	17	10	7	10	12	10
14	26	Cowen	Irlande	17	11	10	25	17	17
15	21	Bajnai	Hongrie	14	14	21	20	12	20
16	13	Ansip	Estonie	19	15	16	10	10	18
17	17	Gonzi	Malte	22	16	17	15	11	21
18	14	Pahor	Slovénie	20	18	15	13	6	13
19	22	Papandréou	Grèce	12	17	12	27	26	22
20	16	Dombrovskis	Lettonie	21	19	20	16	9	15
21	3	Brown	Royaume-Uni	8	3	8	10	14	14
22	18	Christofias	Chypre	16	22	19	18	23	23
23	15	Leterme	Belgique	27	24	14	17	15	8
24	23	Borisov	Bulgarie	23	20	25	21	23	25
25	20	Fico	Slovaquie	24	25	23	23	20	26
26	24	Basescu	Roumanie	26	26	24	26	21	24
27	27	Berlusconi	Italie	25	27	27	24	27	27

Les questions posées au jury pour déterminer le rang

Comment évaluez-vous son sens du leadership ?
 Comment évaluez-vous sa capacité à travailler en équipe et à contribuer à la formation de compromis entre les Vingt-Sept ?
 Comment évaluez-vous sa capacité à répondre aux enjeux européens dans les dossiers suivants :

- Engagement pour le climat, préparation de la conférence de Copenhague
- Régulation financière et sortie de crise
- Respect du marché intérieur
- Entrée en vigueur du traité de Lisbonne, nominations aux postes clés

Comment évaluez-vous la sincérité et la cohérence de son engagement européen ?

* Le classement 2008 concernait les dirigeants en place à l'époque. Depuis on compte sept nouveaux entrants parmi les 27.

Année 2009 : crise financière, élections et traité de Lisbonne

25 février :

Surveillance financière. Le groupe de haut niveau, présidé par l'ancien directeur général du FMI Jacques de Larosière, jette les bases d'un système européen de supervision.

2 avril :

Haro sur les paradis fiscaux. Le G20 à Londres triple les ressources du FMI, crée un Conseil de stabilité financière et cible les paradis fiscaux.

4 au 7 juin :

Le centre-droit remporte des élections européennes qui mobilisent peu (43 % de participation). Le Parti populaire européen rassemble 36 % des sièges, les socialistes et démocrates 25 %, l'Alliance des démocrates et libéraux européens 11 %, les Verts et le groupe eurosceptique ECR chacun 7 %.

2 octobre :

Nouveau retournement dans l'Eire: les Irlandais votent « oui » au traité de Lisbonne modifié à 67 %, ouvrant la voie à l'entrée en vigueur du traité, le 1^{er} décembre.

7 octobre :

La monnaie unique sous tension. Neuf nouveaux pays, dont l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Italie, rejoignent les 10 autres, dont la France, contre lesquels la Commission a ouvert une procédure en déficit excessif. Les ministres des Finances peinent à s'entendre sur la stratégie de sortie de crise.

19 novembre :

Les Vingt-Sept élisent Herman Van Rompuy président du Conseil et Catherine Ashton, haute représentante pour la politique étrangère. Le traité de Lisbonne entre en vigueur le 1^{er} décembre.

7 décembre :

Ouverture de la conférence mondiale sur le climat à Copenhague. L'Union européenne se dit prête à relever ses engagements de réduction des émissions à - 30 % en 2020 par rapport à 1990 en cas d'accord politique fort.



José Luis Rodríguez Zapatero, chef du gouvernement espagnol

Angela Merkel, chancelière allemande

Nicolas Sarkozy, président français

Photos: Bloomberg